



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE 2

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République Démocratique du Congo pour 2021

Document d'action « Unis pour la prospérité »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

1. SYNTHÈSE

1.1. Tableau récapitulatif de l'action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Unis pour la prospérité Numéro CRIS : NDICI AFRICA/2021/43123 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	Non
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée à l'endroit suivant : la République démocratique du Congo, au niveau de l'État central et au niveau d'un nombre limité de provinces.
4. Document de programmation	Programme indicatif pluriannuel en République démocratique du Congo (PIP RDC) 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	OS3 – La mobilisation des ressources internes de l'État est accrue Résultats liés : <ul style="list-style-type: none">- Les recettes internes de l'État sont augmentées durablement- La contribution du secteur minier aux recettes de l'État est transparente La RDC attire de nouveaux investissements étrangers
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Gouvernance, Paix et Sécurité CAD 150
7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: ODD 16 - paix, justice et institutions efficaces Autres ODD significatifs: ODD 1 - Éradication de la pauvreté
8 a) Code (s) CAD	15111 Gestion des finances publiques 15114 Mobilisation des ressources domestiques

8 b) Principal canal de distribution @	Autre entité publique dans le pays donneur - 11 004 Organisations multilatérales – 40 000			
9.Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Éducation			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11. Marqueurs internes et Tags	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

			<input type="checkbox"/>
<u>Connectivité</u> Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
12. Montants concernés	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 20 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 20 000 000 EUR		
GESTION ET EXÉCUTION			
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Gestion indirecte avec des entités à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.3.1.		

1.2. Résumé de l'action

La présente action s'inscrit dans le cadre du premier domaine prioritaire gouvernance, paix et sécurité de notre programme indicatif pluriannuel et vise à promouvoir la bonne gestion des finances publiques et la mobilisation des ressources fiscales domestiques, notamment minières, afin d'accroître les recettes de l'État en vue de la mise en œuvre des politiques publiques, tout en luttant contre la corruption.

Elle assure la continuité des programmes d'appui au secteur de la gestion des finances publiques de l'UE en RDC - Projet d'appui à la modernisation des finances publiques et projet d'interconnexion des régies financières en RDC – menés sous les 10^e et 11^e FED, et en coordination avec les principaux acteurs internationaux du secteur, dont l'Agence française de développement (AFD), le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM), la Banque africaine de développement (BA). Cette action s'inscrit dans le cadre de la réforme menée par le nouveau gouvernement congolais dans le domaine de la gouvernance et répond à l'un des points essentiels de son accord avec le FMI sur un programme triennal. La présence active de l'Union européenne à la table de la réforme des finances publiques est une nécessité pour reconstruire les conditions de durabilité de nos actions dans tous les domaines prioritaires.

Le pays connaît en effet un très faible niveau de recettes courantes avec une pression fiscale qui ne dépasse pas 8 à 10 % du PIB selon les années, très en-dessous du niveau nécessaire pour financer le fonctionnement de l'État, le développement économique et la lutte contre la pauvreté. La faiblesse des recettes est liée d'une part à une base fiscale étroite en raison du faible nombre d'entreprises et d'investisseurs dans un climat des affaires actuellement délétère. Mais d'autre part aussi en raison d'une trop faible collecte des recettes consécutive à des actes de corruption, une gestion archaïque des informations fiscales facilitant les détournements et les exonérations abusives, à une dispersion de ces informations sur plusieurs régies financières échangeant peu les données et enfin à une capacité réduite de la Banque centrale, du ministère des finances et des institutions de contrôle à vérifier et valider les données sur les recettes. Le secteur minier est particulièrement concerné, étant entendu qu'il représente près de 30 % des recettes de

l'État et 95 à 99 % des recettes d'exportation, que sa gestion a été jusqu'ici très opaque et que les capacités d'analyse du potentiel de recettes minières sont insuffisantes, tant au niveau des institutions de l'État, que de la société civile dans son rôle de surveillance.

La réforme de la politique fiscale et l'accroissement des recettes constituent des points prioritaires dans le programme du FMI, soutenu par les autres partenaires techniques et financiers tels que la Banque mondiale et l'Union européenne. L'accroissement des recettes de l'État est en effet le préalable à toute augmentation des capacités budgétaires de l'État mais également à la mise en œuvre d'une véritable coopération au développement de l'ensemble des partenaires. En s'inscrivant avec la présente action dans les appuis au volet recettes de la réforme des finances publiques, l'UE conforte son positionnement dans le dialogue politique sur la réforme fiscale, qui constitue un objectif spécifique du programme indicatif pluriannuel du NDICI-Global Europe en République démocratique du Congo.

La présente action sera réalisée au travers de conventions de contribution de préférence avec les agences de coopération de deux États membres ou avec des organisations internationales. Elles seront attribuées en fonction des expertises acquises et des projets développés par ces entités en matière de gestion des recettes et de transparence du secteur minier en RDC.

Par sa concentration sur la numérisation de la gestion des recettes de l'État, la présente action s'inscrit également en droite ligne des objectifs de transformation digitale de la société.

2. JUSTIFICATION

2.1. Contexte

La République démocratique du Congo (RDC) est un pays en post-conflit et en instabilité prolongée. Il est doté de richesses naturelles importantes, notamment les minerais, mais les recettes fiscales de l'État demeurent largement insuffisantes pour exercer les fonctions de base d'un état garant des droits, protecteur et promoteurs du développement. Le classement inférieur de la RDC selon l'indice de développement humain (IDH, 176^e sur 189 pays) montre le retard important dans l'atteinte des objectifs durables de développement (ODD), notamment la réduction de la pauvreté, l'accès à l'eau, l'assainissement ou encore la réduction de la mortalité infantile. Le climat des affaires ne permet pas de réaliser le plein potentiel d'investissements étrangers pouvant stimuler l'économie.

Après une période d'incertitude politique et institutionnelle due au report des élections, la tenue de celles-ci en décembre 2018, l'alternance pacifique et la formation en avril 2021 d'un gouvernement issu d'une nouvelle majorité offrent de nouvelles perspectives. L'opinion tant nationale qu'internationale attend du nouveau gouvernement la mise en œuvre de politiques et stratégies pour lutter efficacement contre la pauvreté et les maux qui rongent la société congolaise. Parmi ces derniers figurent les conflits armés des dernières décennies en particulier dans l'Est du pays (ceux-ci ayant entraîné des déplacements forcés : 840 449 réfugiés faisant de la RDC le 6^e pays d'origine le plus important des réfugiés dans le monde et 5 268 000 personnes déplacés internes faisant de la RDC le 3^e pays le plus important de DPIs dans le monde), le faible accès et la faible qualité de l'enseignement, la rareté de l'emploi et l'insuffisance de la formation professionnelle, le sous-financement de la santé dans un pays aux infrastructures sanitaires très déficientes malgré les nombreuses maladies et épidémies, les violences, en particulier contre les femmes, l'état très dégradé des infrastructures ou un climat des affaires délétère. La pauvreté touche 73 % de la population congolaise et l'inexistence d'un système efficient de sécurité sociale met en péril une frange importante de la population incapable de répondre à ses besoins essentiels.

La croissance économique de ces dernières années ne s'est pas traduite par une amélioration significative des résultats du développement humain et dépasse à peine la croissance démographique. Si la situation macro-économique a pu être stabilisée en 2018 et 2019 par une politique d'équilibre budgétaire stricte, elle a été atteinte par le renoncement à des investissements essentiels au détriment du développement du pays. La dette publique semble soutenable, le risque est évalué comme modéré par le FMI dans son rapport de juillet 2021, malgré une grande vulnérabilité aux chocs et une faible mobilisation des recettes. La dette publique s'élève à 14% du PIB en 2019, avec une dynamique relativement stable depuis l'annulation de sa dette extérieure en 2010. La pandémie covid-19 a affecté la croissance en 2020, qui a été de 0,8 %. La croissance continue de la production du secteur minier et la remontée des cours offre des perspectives de croissance en 2021 et au-delà, mais les secteurs secondaires et tertiaires restent très sous-développés et l'économie est très peu diversifiée. Le pays reste très tributaire des importations, pour l'essentiel des biens manufacturés, mais aussi des denrées alimentaires, et cela malgré son potentiel agricole considérable. Le PIB en 2020 ne dépasse pas les 50 milliards USD pour un pays dont la taille est la moitié de l'Union européenne.

Le faible développement économique, des régimes fiscaux complexes, des régies fiscales non coordonnées, des exonérations complaisantes économiquement non justifiées et le détournement d'une partie importante des recettes de l'État réduisent celles-ci à près de 4 milliards USD en 2020, soit une pression fiscale de l'ordre de 8 % du PIB. La pression fiscale actuelle n'est pas en mesure de couvrir les besoins budgétaires qui s'élèvent à 6,9 milliards USD pour 2021. Les contributions des bailleurs de fonds restent essentielles, ainsi que les moyens envoyés au pays par la

diaspora congolaise. Mais la première priorité est de relever le niveau des recettes de l'État et de lui permettre à terme de couvrir les secteurs sociaux et éducatifs prioritaires.

Le secteur minier est un domaine important pour l'amélioration de la mobilisation des recettes mais il répond à de nombreux défis présents à tous les niveaux de la chaîne des recettes : faibles capacités d'analyse et d'expertise au niveau des autorités de contrôle et d'évaluation des contrats miniers, absence de publication des contrats miniers, manque de traçabilité, de capacités de certification, actes de corruption, manque de moyens dédiés à l'ITIE et aux services de contrôle, contre-pouvoir limité de la société civile... Les recettes fiscales et non-fiscales des activités minières constituent pourtant près de 30 % des recettes de l'État et de 95 à 99 % des recettes d'exportation. Ces recettes sont estimées très en-dessous de ce qu'elles devraient être, notamment en comparaison avec d'autres pays miniers. Le code minier de 2018 a introduit des modifications substantielles par rapport au code minier de 2002, qui avait été conçu pour attirer les investisseurs dans la relance du secteur minier par des conditions fiscales et non-fiscales avantageuses. Cette révision vise à générer un plus juste retour en recettes pour l'État. Le pays a cependant tardé à se mettre en conformité avec l'initiative de transparence sur les industries extractives (ITIE). La transparence des contrats miniers figure toujours en tête des préoccupations du FMI et de la communauté internationale, dont l'Union européenne, qui demande la publication de tous les contrats miniers, l'adoption de la feuille de route pour la coordination nationale de l'initiative sur la transparence des industries extractives (ITIE) ainsi que l'octroi de moyens suffisants pour son fonctionnement et le renforcement de ses capacités.

Avec l'alternance politique, le FMI a proposé d'entrer en négociation avec le gouvernement pour un nouveau programme triennal au titre d'une facilité élargie de crédit. Il avait rompu ses négociations en 2012 en raison de manquements du gouvernement sur la transparence du secteur minier. Fin 2019, le FMI a octroyé une première facilité de crédit rapide accompagnant un programme de référence puis une aide budgétaire d'urgence en 2020, en raison de l'impact de la pandémie Covid-19. Après la formation d'un nouveau gouvernement s'appuyant sur une nouvelle majorité au Parlement, le FMI et la RDC ont abouti à un accord sur un programme triennal, dont un des objectifs principaux est l'augmentation sensible des recettes de l'État par des réformes structurelles en matière de gestion des finances publiques. Ce programme a une enveloppe financière de 1,54 milliards USD sur 3 ans.

Sans surprise, le programme insiste sur la mobilisation des recettes, les réformes de la fiscalité - restauration du fonctionnement normal de la taxe sur la valeur ajoutée, rationalisation des exonérations et accroissement des recettes fiscales et non fiscales - ainsi que sur l'amélioration de la gouvernance et de la transparence dans le secteur minier. Le gouvernement s'engage par ailleurs à renforcer les principales institutions de lutte contre la corruption, notamment la Cour des comptes et l'Inspection générale des Finances, ainsi qu'à améliorer le climat des affaires.

En août 2021, la RDC a, par un hasard de calendrier aussi bénéficié d'une enveloppe de 1,54 milliards USD du FMI suite à l'augmentation généralisée des DTS. Cette enveloppe devrait renforcer les réserves et faciliter les dépenses budgétaires.

C'est donc dans ce contexte favorable que les principaux partenaires techniques et financiers reprennent leur dialogue politique avec les autorités congolaises, notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, ou encore la Belgique, les États-Unis et le Canada, qui comme l'Union européenne, sont actuellement en période de programmation et travaillent sur une stratégie à moyen terme sur la gestion des finances publiques et le renforcement de la transparence du secteur minier. L'Union européenne doit maintenir une position privilégiée dans ce dialogue et s'assurer d'un maximum de coordination avec les partenaires du secteur pour optimiser les actions menées et favoriser la mise en œuvre de la réforme fiscale.

2.2. Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes:

L'amélioration de la mobilisation des ressources intérieures en RDC est cruciale. Alors que 72 % de la population vit avec moins de 1,9 USD/jour, le financement des dépenses sociales et des investissements représente un enjeu majeur dans un contexte où la croissance n'est pas inclusive. La mobilisation actuelle des recettes intérieures demeure très faible et ne permet pas de couvrir les besoins budgétaires de l'actuel gouvernement.

Le rapport d'assistance technique du FMI sur la gouvernance et la lutte contre la corruption, publié en mai 2021, a mis en évidence les très nombreux manquements et donc chantiers de réforme. Selon ce rapport, la gouvernance est négativement affectée par quatre problématiques transversales majeures : la complexité institutionnelle, la complexité normative, la manque de consolidation et de transparence de données et les mécanismes de contrôle. Il souligne qu'un des risques majeurs de fraude, vol et corruption est lié au fait que de nombreuses procédures sont encore manuelles, c'est-à-dire non informatisées, affaiblissant non seulement la gestion des données fiscales, mais rendant aussi plus vulnérables les contribuables par manque de traçabilité des paiements et déclarations. La digitalisation des trois régies financières - direction générale des impôts (DGI), direction générale des douanes et accises (DGDA), direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations (DGRAD), tant au niveau central que décentralisé, fait donc figure de priorité du gouvernement dans le cadre de la réforme fiscale. Ce positionnement sur la digitalisation s'appuie sur les réformes déjà initiées par le gouvernement, le ministre des finances a signé le 01

octobre 2020 le décret obligeant les banques commerciales, la caisse générale d'épargne du Congo, les régies financières (DGDA, DGI et DGRAD) et à la banque centrale du Congo (BCC) d'utiliser le logiciel ISYS-régies à partir du 1er janvier 2021 pour les opérations d'encaissement des impôts, taxes et redevances dus au Pouvoir Central, mais également soutenu par le programme facilité élargi de crédit du FMI et les autres PTF. Il demande un appui rapide, mais également coordonné.

Une étude d'évaluation menée par l'agence française de développement en mai 2021 sur la première phase de son programme de digitalisation des régies financières en RDC relève également des difficultés majeures en matière de modernisation des finances publiques. Les principes et procédures de l'informatisation sont souvent mal compris, avec des fonctionnaires peu formés et peu enclins au passage à la gestion informatisée. Il est donc important de développer une véritable stratégie en matière de ressources humaines dans le cadre de programme de ce type. La mise en place d'un plan de formation à grande échelle, sur le moyen et long terme, accompagné d'une stratégie de conduite du changement, sont des indicateurs de succès pour entraîner les équipes souvent peu qualifiées dans ce processus de modernisation qui fait évoluer leur environnement de travail.

Dans le secteur minier, les défis restent également nombreux. Les contrats miniers ne parviennent souvent pas à maximiser les avantages potentiels des concessions et conduisent plutôt à une perte de recettes publiques, ainsi qu'à la corruption, à la dégradation de l'environnement et à l'épuisement des ressources, à des problèmes de santé et de sécurité, des violations des droits humains (travail des enfants, conditions de travail), des déplacements forcés, voire à des troubles sociaux. Les mécanismes de soutien existants présentent des lacunes notables, notamment un manque d'expertise non juridique (fiscale, économique, sociale) et industrielle (géologique, minière, environnementale), un soutien insuffisamment rapide ou des conseils stratégiques reliant les investissements des industries extractives aux stratégies de développement du pays. Cette situation crée de très vastes opportunités pour "négocier" de manière opaque les conditions d'octroi des concessions. Les recettes qui en découlent sont ainsi souvent estimées très en-dessous de ce qu'elles devraient être, notamment en comparaison avec d'autres pays miniers. Afin de renforcer les acteurs du secteur et d'accompagner la réforme en cours du gouvernement, le FMI met l'accent sur trois points majeurs dans son programme triennal : renforcer les capacités d'analyse et d'expertise des institutions minières et des entreprises, renforcer le rôle des autorités de régulation (ITIE, société civile...) et favoriser la publication de données transparentes, les contrats miniers en particulier. Les partenaires techniques et financiers se mobilisent fortement sur ce secteur clé de l'économie congolaise.

Car en effet, de nombreux acteurs de la coopération sont présents sur les secteurs envisagés par la présente action. Il convient que tous ces appuis soient bien coordonnés par les organes de supervision des réformes, à savoir le comité d'orientation de la réforme des finances publiques (COREF) et le comité technique de suivi des réformes (CTR). Mais il convient également aux partenaires d'avoir une approche coordonnée et de se partager les tâches d'appui.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les parties prenantes à l'action sont nombreuses, mais doivent être réparties essentiellement en deux groupes. Le premier concerne les acteurs sur les recettes fiscales et non fiscales hors secteur minier. Le deuxième groupe concerne la transparence et les recettes minières. Pour l'ensemble de ces acteurs, il s'agit essentiellement de renforcer les capacités d'analyse et de gestion par l'utilisation des outils d'exploitation et de vérification de données sur les recettes et sur les contrats miniers. C'est l'ensemble de ces acteurs qui doit être mis à niveau afin d'éviter des maillons faibles sur la chaîne des recettes. Pour que l'amélioration de l'efficacité des systèmes et des processus s'auto-entretiennent et que les programmes de réforme produisent les effets escomptés, il est également indispensable d'acquérir et de conserver des compétences managériales de qualité. La coordination de ces parties prenantes sera facilitée par le CTR et le COREF dans la présente action.

- Les détenteurs d'obligations, ministères chargés de la gestion des finances publiques (GFP) en RDC, sont au nombre de trois: i) le **ministère du budget**, en charge de l'élaboration et du suivi du budget ainsi que des étapes d'engagement et de liquidation de la dépense publique ; ii) le **ministère des finances**, en charge de la collecte des recettes, de la comptabilité publique et de la gestion de trésorerie ainsi que des étapes d'ordonnancement et de paiement de la dépense publique, et iii) le **ministère du plan**, en charge de la prévision des investissements publics. Le ministère des finances sera représenté par le CTR, qui est une structure permanente placée au sein du ministère des finances, chargée du suivi et de l'évaluation de la mise en œuvre : (i) des politiques publiques; (ii) des réformes économiques et structurelles engagées par le gouvernement ; et (iii) des indicateurs de performance en matière de gouvernance. La coordination sera assurée en lien avec le COREF, qui assure le pilotage de plusieurs réformes dont les objectifs concourent au renforcement de la gouvernance financière de l'État.
- Le **ministère des mines**, en charge de la mise en œuvre du programme du gouvernement en matière de législation minière. La cellule technique de coordination et de planification minière (CTCPM) sera bénéficiaire

directe de l'action. Elle est chargée de la conception des politiques et stratégies visant l'optimisation de l'exploitation des ressources minérales du pays. Elle est placée sous l'autorité directe du ministre des mines. Elle est l'institution de référence pour les statistiques minières, l'examen et le suivi de contrats miniers et l'harmonisation des textes législatifs et réglementaires relatifs au secteur minier.

- Les **régies financières** responsables de la GFP et, dans le cadre de ce projet, plus particulièrement des recettes de l'État, à savoir la direction générale des impôts (DGI), la direction générale des douanes et accises (DGDA) et la direction générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participations (DGRAD).
- La **Banque centrale du Congo (BCC)** qui accomplit aujourd'hui le rôle de caissier de l'État, et dans une certaine mesure, le rôle de comptable public et devra donc être largement impliquée dans la réforme en cours; Les banques commerciales et la caisse générale d'épargne du Congo, où le trésor dispose de comptes récipiendaires des paiements fiscaux et non-fiscaux.
- La **Cour des Comptes** en tant que contrôleur de l'exécution budgétaire de l'État;
- Les **autorités provinciales et les entités territoriales**, qui disposent de pouvoir de taxation locale et qui doivent s'intégrer dans le circuit numérisé de gestion des recettes fiscales.
- L'**agence de régulation et de contrôle des marchés des substances minérales stratégiques (ARECOMS)** a été créée en 2019 et assure le contrôle en matière de production et d'exportation des minerais déclarés stratégiques.
- Le **centre d'évaluation, d'expertise et de certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses (CEEC)** contrôle les exportations de minerais non ferreux.
- La **société civile** qui sera formée à l'analyse des données publiées concernant les recettes de l'État ou les contrats miniers.
- La **chambre de mines** est une structure créée au sein de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) qui regroupe les entreprises du secteur minier industriel.
- Le **secrétariat ITIE-RDC** coordonne les activités relatives au processus ITIE et fait office de secrétariat du Comité exécutif composé par la société civile, le secteur privé et le gouvernement.

3. DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1. Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est d'améliorer la mobilisation des recettes domestiques, notamment minières, et la redevabilité au niveau central et dans les provinces.

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont :

1. La mobilisation des recettes domestiques est renforcée grâce à la modernisation du cadre de gestion des finances publiques.
2. La contribution du secteur minier aux recettes de l'Etat est plus durable et transparente.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants:

- 1.1 qui contribue à l'OS1** – Les investissements de digitalisation sont renforcés et déployés au niveau central et en province
- 1.2 qui contribue à l'OS1** – Les capacités des administrations financières sont renforcées
- 1.3 qui contribue à l'OS1** – La mobilisation des ressources intérieures et la gestion des dépenses fiscales sont améliorées
- 1.4 qui contribue à l'OS1** – La communication et le civisme fiscal sont renforcés
- 2.1 qui contribue à l'OS2** - La prévision des recettes du secteur minier est améliorée
- 2.2 qui contribue à l'OS2** – Les capacités des administrations financières pour une collecte efficace des recettes minières est améliorée
- 2.3 qui contribue à l'OS2** – La publication de données transparentes relatives à la gestion des recettes minières est accrue
- 2.4 qui contribue à l'OS2** – La société civile et les autorités de régulation contribuent au contrôle des recettes du secteur minier

3.2. Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1

Renouvellement du contrat de supports matériels, acquisition des équipements informatique et matériels, déploiements des systèmes d'information (SI) SYDONIA, LOGIRAD et YSIS-Régies, déploiement d'un logiciel de gestion intégré de l'impôt à la DGI (ERP), Déploiement d'un réseau informatique à la DGDA, l'IGF et la Cour des Comptes, formation de pools de saisie et mise aux normes des réseaux locaux, Collecte des informations désagrégées par sexe, dans la mesure du possible.

Activités liées au produit 1.2

Formation sur la conduite du changement, formation sur les outils développés dans le cadre du projet et accompagnement sur son utilisation, activités de renforcement des capacités d'entretien et de maintenance des SI.

Activités liées au produit 1.3

Atelier d'harmonisation des référentiels d'actes générateurs des recettes et secteurs d'activités (DGRAD, DGI, DGDA), études/évaluations des dépenses fiscales, appui à la rationalisation des dépenses fiscales.

Activités liées au produit 1.4

Campagne de communication, campagne de sensibilisation à l'attention des contribuables, Déploiement d'une plateforme de télé-procédure et télépaiement, campagne d'identification, localisation et d'enregistrement des contribuables.

Activités liées au produit 2.1

Appui pour l'opérationnalité et la transparence d'une plateforme interservices (ministères des mines et régies financières), d'un portail de consultation de données niveau du secrétariat national ITIE, Appui à la modélisation et prévision des recettes du secteur des ressources naturelles, y compris dans le secteur des mines artisanales, activités de formation.

Activités liées au produit 2.2

Activités de renforcement des capacités d'analyse et d'expertise sur les études de faisabilité, les plans d'investissement et de gestion durable environnementale et sociale des projets miniers en ligne avec le guide OCDE, sur l'application du cadre réglementaire minier, en matière de marchés publics et de négociation des contrats, sur les procédures d'appel d'offres du secteur, sur l'application des standards environnementaux en matière de biodiversité, de changement climatique et de réduction des risques de catastrophes, modélisation de prévision des flux des recettes minières, accès aux données géologiques, acquisition de matériel d'évaluation qualitative des minerais.

Activités liées au produit 2.3

Activités de communication et campagne de sensibilisation, plateforme citoyenne, activités de renforcement de capacités de l'inspection générale des finances et de la Cour des comptes, activités de renforcement de capacités à développer vers acteurs miniers et aussi des autorités locales.

Activités liées au produit 2.4

Études et activités de plaidoyer; analyse genre et du potentiel impact de déplacements de population dans le secteur minier appui financier aux actions de terrain des mouvements citoyens qui sont engagés dans le suivi de la gestion durable, et transparente du secteur minier, développement d'outils permettant une évaluation trimestrielle du processus ITIE par les OSC, formation des communautés riveraines.

3.3. Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE) (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie B (ne nécessitant pas d'EIE, mais pour laquelle les aspects environnementaux seront pris en compte au cours de la conception).

Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet)

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

Les campagnes de sensibilisation auprès des populations riveraines permettront une meilleure appréhension et application des standards environnementaux en matière de biodiversité, de changement climatique et de réduction des risques de catastrophes.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1.

La préparation d'une analyse genre (profil pays genre) est actuellement en cours au niveau de la Délégation de l'UE à Kinshasa et les résultats pourront être exploités pour orienter la formulation finale de cette action. Une analyse genre au niveau du secteur complètera les constats et recommandations du profil pays genre, plus particulièrement en ce qui concerne la budgétisation sensible au genre et le respect des droits humains, droits des femmes et droits des enfants.

La gestion des finances publiques est en elle-même une question transversale touchant à tous les secteurs. En l'améliorant, on vise donc à améliorer indirectement la performance et l'efficacité de l'État dans tous les secteurs. En particulier, l'augmentation des recettes de l'État constitue un préalable pour la mise en œuvre des politiques publiques y compris le financement des politiques d'égalité des genres. La redevabilité accrue vis-à-vis des mouvements citoyens et de la société civile sera également un levier pour la prise en compte de la dimension genre dans la gouvernance financière, y compris dans un secteur sensible comme les mines. L'amélioration de la transparence et de la diffusion des données permettra d'intégrer des indicateurs genre pour connaître davantage le profil genre des contribuables et/ou des utilisateurs de données. Ceci constituera un pas vers la budgétisation sensible au genre. Plus spécifiquement sur la question du genre, le projet prévoit que parmi les agents de l'État formés, au moins 30 % soient des femmes.

Droits de l'Homme

Tout au long de la mise en œuvre, l'action appliquera les cinq principes de travail de l'approche basée sur les droits humains : a) application de tous les droits humains pour tous ; b) participation significative et inclusive et accès à la prise de décision ; c) non-discrimination et égalité ; d) transparence et responsabilité et État de droit pour tous; et e) accès à l'information soutenu par des données désagrégées.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0.

Démocratie

N.A.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

Cette action vise globalement à augmenter les moyens budgétaires de l'État et donc toutes les problématiques transversales, y compris la réduction des inégalités et donc la réduction des conflits. Le secteur minier étant source de violences et de déplacements forcés (conflits) ou de migration (emploi), cette Action touche aussi aux questions de migration et déplacements forcés (personnes déplacées internes en particulier). Le projet favorise la croissance inclusive et permet de réduire les conflits potentiels entre les populations riveraines et les exploitants miniers. Ceci notamment en favorisant une meilleure compréhension par les populations des flux financiers (fiscalités et parafiscalités) allant des multinationales vers l'État d'une part, et des revenus issus du secteur minier vers les populations locales d'autre part.

Réduction des risques de catastrophes

N.A.

Autres considérations, le cas échéant

Cette action vise globalement à augmenter les moyens budgétaires de l'État et donc toutes les problématiques transversales, y compris **l'éducation ou la santé** qui constitue un poste majeur des dépenses budgétaires.

Par ailleurs, l'action met en évidence la digitalisation des administrations publiques et s'intègre ainsi à la politique européenne de **renforcement du numérique**, dans une optique de connectivité et de création d'emploi.

Enfin, les résultats de cette action impactent directement le **climat des affaires** (Trade development) en appuyant la sécurisation du système de taxation, notamment sur le revenu des entreprises et la TVA, et en améliorant la transparence du secteur minier. De manière générale la visibilité de la contribution des entreprises, au trésor public et au développement des populations riveraines est renforcée. Ceci pourra accroître l'intérêt des investisseurs étrangers pour ce secteur.

3.4. Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (High/ Medium/ Low)	Mesures d'atténuation
Politique	Manque d'engagement ou résistance des décideurs et responsables financiers à favoriser la mise en place d'un système plus transparent	Moyenne	Haute	Reprise des appuis du FMI et de la BM sur le secteur des FP et de la transparence minière Position forte de l'UE en matière de coordination des partenaires autour du GIB FP Reprise du dialogue politique avec le nouveau gouvernement
	Problème de coordination entre PTF et au sein des ministères	Moyenne	Haute	Forte position de l'UE au niveau du GIB FP et du GIB Mines pour s'assurer de la coordination des PTF Plan commun avec le FMI pour la poursuite de la digitalisation et du renforcement de la transparence du secteur minier Forte collaboration avec le CTR, en charge du suivi et de la mise en œuvre de la réforme fiscale pour le Ministère des finances, pour coordonner les activités de cette Action
Social	La société civile ne s'engage pas dans la réforme fiscale par manque de confiance	Moyenne	Moyenne	Activités de renforcement des capacités de la société civile et des outils de plaidoyer à mettre en œuvre auprès des autorités pour plus d'inclusion de la société civile
	Corruption, pesanteurs socio-économiques et résistances aux réformes	Moyenne	Moyenne	L'analyse genre du secteur identifiera les obstacles, ainsi que les opportunités et les réponses aux défis et formulera des recommandations en matière du respect des droits humains et la promotion de l'égalité dans le secteur.
Économique	Le cours des matières premières s'effondre et/ou la crise post-covid se confirme	Faible	Faible	Sécurisation de la reprise des dotations/prêts par les PTF Renforcement des actions d'appui post-Covid auprès du nouveau gouvernement
Environnemental	Le manque de transparence sur l'octroi des concessions minières et la mauvaise lecture par les administrations des obligations contractuelles en matière d'impact sur l'environnement persiste et entraîne de lourdes conséquences environnementales	Moyenne	Moyenne	Le renforcement des capacités des administrations minières en matière de passation de marchés et d'évaluation, de certification, et de compréhension des contrats mené dans le cadre de cette action devrait permettre de réduire ce risque.

Règlementaire	L'encadrement réglementaire prévu dans la réforme fiscale n'est pas mis en place	Faible	Haute	Renforcement des capacités des administrations fiscales, non fiscales et minières Renforcement de la position de la société civile et de l'autorité de contrôle
Financier	Moyens dédiés dans le budget sont insuffisants pour soutenir la réforme fiscale	Moyenne	Haute	Reprise du dialogue politique avec le gouvernement et le nouveau programme triennal du FMI devrait permettre de réduire ce risque à moyen terme. L'appui en DTS de 1,5 million USD octroyé par le FMI au gouvernement permettra également d'y répondre à court terme en abondant ces lignes budgétaires.
	Capacités et moyens des administrations insuffisants au niveau de l'Etat central, et en provinces	Haute	Moyenne	Dotation de matériel Formation de techniciens d'entretien et de maintenance Renforcement de capacités spécifiques en matière d'analyse dans les secteurs clés de bonne gouvernance en matière de mobilisation des recettes, notamment minières.

Enseignements tirés:

Le principal risque concerne la **durabilité des réformes**. Au gré des aléas politiques, des intérêts installés et qui tirent profits de manquements à la gouvernance, les avancées peuvent être ralenties ou réduites. Notre stratégie de mitigation est la consolidation du groupe de bailleurs qui mène ensemble et simultanément le dialogue politique sur les objectifs à atteindre et le dialogue de coopération sur les appuis fournis. Au sein de ce groupe, l'alliance avec le FMI et la Banque mondiale est primordiale. La période d'ouverture actuelle avec le nouveau gouvernement et la position forte de l'UE au sein du groupe des partenaires laissent présager une poursuite favorable de cette action.

Une **approche globale** avec une combinaison de différents domaines d'action et d'institutions partenaires entraîne des effets de synergie et, en cas de retard dans un domaine d'action ou chez une institution partenaire, permet d'intensifier la coopération dans d'autres domaines d'action, avec d'autres partenaires.

Une **approche à plusieurs niveaux** (central, provincial, local) est souvent favorable. Les approches et les activités peuvent être testées dans une localité (pilotes) et partagées via l'apprentissage entre pairs ou mises en œuvre à plus grande échelle en cas de succès. La coordination et la coopération entre les différents niveaux de gouvernement posent souvent problème, et leur renforcement permet d'obtenir de meilleurs résultats.

Dans le cadre de la mise en œuvre de programmes de digitalisation auprès de partenaires souvent étrangers à ces pratiques, il est nécessaire de pouvoir aborder une **approche de conduite du changement** auprès des utilisateurs, notamment, assortis de plans de formations personnalisés. Cela permet d'augmenter l'engagement des partenaires, contribuant ainsi de manière importante à la durabilité du système.

Par ailleurs, la formulation de ce projet s'appuie sur l'analyse des conflits réalisée en 2021.

3.5. Logique d'intervention

Notre action entend favoriser la mise en œuvre de la réforme des finances publiques afin de soutenir la volonté politique actuelle qui s'oriente en faveur d'une amélioration du système fiscal et de la mobilisation des recettes.

Le plan stratégique de réformes des finances publiques avance cependant doucement, alors que l'augmentation des recettes de l'État, notamment fiscales, non fiscales et douanières, est une nécessité absolue. Elle fait l'objet de l'accord avec le FMI sur un plan d'ajustement structurel, et du dialogue et des appuis des partenaires techniques et financiers, dont l'Union européenne. Les réformes sont vastes et doivent être priorisées et séquencées pour une efficacité maximale et il convient de coordonner les interventions des différents intervenants. L'UE a donc choisi de confier la gestion de sa contribution à la réforme des finances publiques à des organisations des Etats membres et/ou des organisations internationales en fonction de leur expertise spécifique et de leur expérience dans le pays. La première sur la digitalisation des finances publiques, la seconde sur la transparence du secteur minier.

La gestion encore en partie manuelle des informations concernant les recettes de l'État, les fuites et détournements qu'elle permet et l'affaiblissement consécutif de la gestion budgétaire, font de la digitalisation de la gestion des finances publiques une priorité, grâce à laquelle les autres réformes seront plus efficaces. Il s'agit notamment pour l'État de disposer des informations pertinentes, désagrégées par sexe, dans le mesure du possible et en temps réel concernant les recettes afin de mieux gérer les dépenses, mais aussi afin de pouvoir réaliser des recoupements de contrôle en vue de la validation des données et un contrôle par les instances mandatées à cette fin, telles que l'inspection générale des finances, la Cour des Comptes ou encore l'ARECOMS et le CTCPM en matière minière.

Concernant le secteur minier, les capacités d'analyse des données objectives concernant les potentielles recettes minières sont trop faibles pour que l'État puisse objectivement préserver ses intérêts de manière transparente, laissant une large marge de manœuvre aux décideurs de défendre leurs propres intérêts privés. Un accroissement de la transparence du secteur minier perd de sa pertinence si peu de personnes sont en mesure d'appréhender les enjeux de celle-ci et éventuellement d'en dénoncer l'opacité. La présente action vise donc deux approches simultanées, à savoir le renforcement de la disponibilité d'informations sur les contrats miniers, et le renforcement des capacités d'analyse. Si le secrétariat national de l'ITIE est naturellement un partenaire central dans l'action, il n'est pas le seul.

Dans le cadre des activités de sensibilisation prévues par l'action, une attention particulière sera portée aux femmes issues des populations riveraines de sites miniers. Ceci afin de les sensibiliser sur la gestion des revenus provenant des ressources minières, en particulier ceux relatifs à la redevance minière qui revient aux provinces et aux ETD (Entités territoriales décentralisées). Le renforcement des capacités de tous les acteurs par le biais d'activités de formations ou de sensibilisation permettra de mettre à leur disposition des outils capables de rendre compréhensible et cohérente une information jusqu'ici assez opaque et de l'analyser objectivement. Cette transparence de l'information désagrégée par sexe, dans le mesure du possible, permettra aussi à la société civile et aux autorités de contrôle de pouvoir jouer leur rôle de régulateur et d'assurer ainsi une redevabilité des autorités publiques au niveau central et dans les provinces de la RDC.

3.6. Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs /valeurs de référence/valeurs cibles / source de données / Hypothèse – pas d’activités)

Résultats	Chaîne de résultats Principaux résultats attendus	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Sources de données	Hypothèses
Impact	Améliorer la mobilisation des recettes domestiques, notamment minières, et la redevabilité au niveau central et dans les provinces.	1. Montant total des recettes fiscales recouvrées, exprimé en pourcentage du PIB 2. Part des recettes minières par rapport au PIB 3. Indicateurs Banque Mondiale de Gouvernance – contrôle de la corruption 4. Indice NRGi de gouvernance des ressources naturelles en RDC	1.: 8% en 2020 2.: 30% en 2020 3.: 2/6 EPIN en 2019 4.: 37/100 en 2019	1. : 12% en 2025 2. : 40% pour 2025 3. : 4/6 en 2025 4. : 60/100 en 2025	1. Publications de la BCC, du FMI, de l'OCDE 2 Publications ITIE/Ministère des Mines 3 Rapport de la Banque mondiale 4 Rapport NRGi	<i>Non applicable</i>
Effet direct 1	1. La mobilisation des recettes domestiques est renforcée grâce à la modernisation du cadre de gestion des finances publiques.	1.1 Part des recettes collectées par les régies financières à travers le système digitalisé 1.2 Pourcentage de réalisation des prévisions de recettes fiscales, non fiscales et douanières dans les documents budgétaires 1.3 Part des arriérés par rapport au PIB	1.1 : 0% en 2020 1.2 : 48% budget 2020 1.3 : 29% du PIB en 2018	1.1 : 70% en 2025 1.2 : 70% en 2025 1.3 : 10% du PIB en 2025	1.1 Publications de la BCC et du FMI 1.2 Publications de la BCC et du FMI 1.3 Rapports BCC et FMI	Persistance du dialogue entre le FMI et la RDC comme facteur d'amélioration de la gestion des recettes de l'État. Stabilité de la situation sécuritaire et politique dans le pays. Présence effective des agents de l'État à leurs postes respectifs et maintien dans leurs postes.
Effet direct 2	2. La contribution du secteur minier aux recettes de l'État est plus durable et transparente	2.1 Pourcentage de réalisation des prévisions de recettes minières dans les documents budgétaires 2.2 Délais de publication des contrats miniers 2.3 Rapport entre le montant des recettes perçues par l'État et le montant effectivement payé par les	2.1 : 40% budget 2020 2.2 : Non disponible en 2021 2.3 : 80% en 2020	2.1 : 70% budget 2025 2.2 : 60 jours max suivant son exécution en 2025 2.3 : 95% en 2025	2.1 Rapports d'activités 2.2 Rapports BCC/FMI Rapport d'activités CEEC, ARECOMS, CTCPM	Disponibilité et arrivée à temps des équipements/matériel technique Capacités d'entretien et de maintenance suffisante

		entreprises du secteur minier vers l'État			2.3 Rapport ITIE-RDC	Persistance du dialogue entre le FMI et la RDC comme facteur d'amélioration de la gestion des recettes de l'État.
Produit 1 Lié à l'effet direct 1	1.1 Les investissements de digitalisation sont renforcés et déployés au niveau central et en province	1.1.1 Nombre de déploiements de sites informatisés avec SYDONIA World, PGI DGI, LOGIRAD et YSIS-Régies au niveau central et provincial 1.1.2 Nombre d'utilisateurs opérationnels des SI dans les trois régies	1.1.1 : 0 en 2021 1.1.2 : 0 en 2021	1.1.1 : 140 en 2025 1.1.2 : 4000 en 2025	1.1.1-1.1.2 Rapports d'activités	Coordination efficace et transparente de la part du CTR et du COREF des activités menées par les différents acteurs du secteur de la digitalisation/ mobilisation des recettes domestiques (Chine, AFD, USAID, BAD...)
Produit 2 lié à l'effet direct 1	1.2 Les capacités des administrations financières sont renforcées	1.2.1 Nombre d'agents des postes d'attribution formés (f/h) et ayant acquis de nouvelles compétences pour l'utilisation des investissements de digitalisation (données désagrégées par sexe) 1.2.2 Taux d'intervention après incident d'entretien et de maintenance sur les réseaux déployés	1.2.1 : 0 en 2020 1.2.2 : 0% en 2020	1.2.1 : 4000 en 2025 (30% femmes) 1.2.2 : 100% en 2025	1.2.1 Rapport de formation et questionnaires de connaissances complétés par les participants avant et après la formation 1.2.2 Rapports d'activités	Stabilité de la situation sécuritaire et politique dans le pays. Présence effective des agents de l'État à leurs postes respectifs et maintien dans leurs postes. Disponibilité et arrivée à temps des équipements/matériel technique
Produit 3 lié à l'effet direct 1	1.3 La mobilisation des ressources intérieures et la gestion des dépenses fiscales sont améliorées	1.3.1 Pourcentage de réalisation des prévisions de dépenses fiscales dans les documents budgétaires 1.3.2 Nombre d'agents (f/h) formés en évaluation des dépenses et dont les compétences ont été améliorées	1.3.1 : 57% budget 2020 1.3.2 : 0 en 2020	1.3.1 : 70% du budget 2025 1.3.2 : 800 en 2025	1.3.1 Rapports BCC et FMI 1.3.2 Rapport de formation et questionnaires de connaissances complétés par les participants avant et après la formation	Capacités d'entretien et de maintenance suffisante

Produit 4 lié à l'effet direct 1	1.4 La communication et le civisme fiscal sont renforcés	1.4.1 Rapport entre le nombre de contribuables recensés et nombre de contribuables inscrits dans la base de données 1.4.2 Nombre de documents archivés par régies par année de programme	1.4.1: 0% en 2021 1.4.2 : 0 en 2021	1.4.1 : 70% en 2025 1.4.2 : 50 en 2025	1.4.1 Rapports d'activités 1.4.2 Rapports d'activités et visite de site
Produit 1 lié à l'effet direct 2	2.1 La prévision des recettes du secteur minier est améliorée	2.1.1 Opérationnalité d'une plateforme interservices entre régies financières et CTCPM 2.1.2 Application d'un outil de modélisation et de prévision des flux de revenus dans le secteur minier	2.1.1 : 0 en 2021 2.1.2 : 0 en 2021	2.1.1 : 1 en 2025 2.1.2 : 1 en 2025	2.1.1 : Rapport d'activités CTCPM 2.1.2 Rapport ITIE-RDC
Produit 2 lié à l'effet direct 2	2.2 Les capacités des administrations financières pour une collecte efficace des recettes minières sont améliorées	2.2.1 Nombre d'agents (f/h) formés en analyse des plans d'investissement et de gestion des projets miniers et dont les compétences ont été améliorées 2.2.2 Mise en application de la méthode FARI du FMI par le Ministère pour évaluer les régimes d'imposition des industries extractives	2.2.1 : 0 en 2020 2.2.2 : non existant en 2021	2.2.1 : 800 en 2025 2.2.2 : Méthode opérationnelle en 2025	2.2.1 Rapport de formation et questionnaires de connaissances complétés par les participants avant et après la formation 2.2.2 Rapport d'activités FMI
Produit 3 lié à l'effet direct 2	2.3 La publication de données transparentes relatives à la gestion des recettes minières est accrue	2.3.1 Nombre de statistiques minières collectées, traitées et disponibles via l'interface du CTCPM et de la plateforme ITIE-RDC 2.3.2 Nombre de personnel de l'IGF et de la Cour des Comptes dont les compétences ont été	2.3.1 : 0 (CTCPM) et 255 (ITIE-RDC) en 2021 2.3.2: 0 en 2021	2.3.1 : 100 (CTCPM) et 1000 (ITIE-RDC) en 2025 2.3.2 : 200 en 2025	2.3.1 Sites et rapports ITIE RDC, et ITIE International Site et rapport CTCPM 2.3.2 Rapport d'activités et résultat de

		améliorées dans le cadre de l'action			tests de connaissances	
Produit 4 lié à l'effet direct 2	2.4 La société civile et les autorités de régulation contribuent au contrôle des recettes du secteur minier	<p>2.4.1 Nombre de rapports relatifs à la gestion des revenus miniers publiés par an par la société civile</p> <p>2.4.2 Nombre de personnes (f/h) issues des communautés riveraines sensibilisées par l'action et qui ont amélioré leurs connaissances</p> <p>2.4.3 Nombre de personnes dont les connaissances en matière de standards environnementaux ont été améliorés</p>	<p>2.4.1 : 5 en 2021</p> <p>2.4.2 : 0 en 2021</p> <p>2.4.3 : 0 en 2021</p>	<p>2.4.1 : 12 en 2025</p> <p>2.4.2 : 2000 en 2025 (30% de femmes)</p> <p>2.4.3: 2000 en 2025</p>	<p>2.4.1 Rapport d'activités et rapport ITIE</p> <p>2.4.2 et 2.4.3 Rapport d'activités et résultat de tests de connaissances</p>	

4. MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1. Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République démocratique du Congo.

4.2. Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3. Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹.

4.3.1. Gestion indirecte avec une organisation d'un État membre

4.3.1.1 - OS1 "La mobilisation des recettes domestiques est renforcée grâce à la modernisation du cadre de gestion des finances publiques"

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité en conformité avec les exigences de l'article 154 du Règlement financier et qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : compétences reconnues en matière de projets de gestion des finances publiques et ii) actions de coopération en cours ou récentes en RDC dans ce domaine.

La mise en œuvre par cette première entité spécialisée sur le secteur de la gouvernance fiscale impliquera le suivi des activités de digitalisation des régies fiscales, le renforcement des capacités des administrations financières, l'amélioration de la mobilisation des ressources intérieures et de la gestion des dépenses fiscales, le renforcement de la communication et du civisme fiscal ainsi que

4.3.1.2 - OS2 " La contribution du secteur minier aux recettes de l'Etat est plus durable et transparente"

Une partie de cette action peut être mise en œuvre en **gestion indirecte avec une entité** en conformité avec les exigences de l'article 154 du Règlement financier et qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : i) compétences reconnues en matière de contribution à la transparence du secteur minier et ii) actions de coopération en cours ou récentes en RDC dans ce domaine.

La mise en œuvre par cette seconde entité spécialisée sur la transparence du secteur minier impliquera le suivi des activités de l'objectif 2 portant sur la contribution du secteur minier aux recettes de l'Etat et s'assurera de la bonne coordination des acteurs du secteur.

4.3.2. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Au cas où la gestion indirecte mentionnée au point 4.3.1 ne peut pas être mise en œuvre en raison de circonstances échappant au contrôle de la Commission, la présente action sera conduite en gestion directe selon le schéma suivant : signature d'un contrat de subvention avec un ou plusieurs opérateurs spécialisés regroupés en consortium pour la mise en œuvre de toutes les activités indicatives prévues dans le cadre des objectifs spécifiques et produits attendus de l'action tels que décrits au point 3.1.

¹ www.sanctionsmap.eu. Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

4.4. Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.5. Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)
Gestion indirecte par l'entité 1 visant l'objectif: OS1 "La mobilisation des recettes domestiques est renforcée grâce à la modernisation du cadre de gestion des finances publiques" – cf. section 4.3.1.1	14 000 000
Gestion indirecte par l'entité 2 visant l'objectif OS2 "La contribution du secteur minier aux recettes de l'État est transparente" – cf. section 4.3.1.2	6 000 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	sera couvert par une autre décision
Provision pour dépenses imprévues	0
Totaux	20 000 000

4.6. Structure organisationnelle et responsabilités

L'Union européenne assurera le suivi global de cette action et entretiendra le dialogue politique avec les autorités congolaises et les partenaires techniques et financiers en matière de gestion des finances publiques. Les deux entités contractées pour la mise en œuvre et le suivi des activités de l'action assisteront l'UE dans une approche Team Europe. Pour s'assurer d'une bonne coordination tout au long du projet, un **comité de pilotage** sera organisé annuellement dont le rôle sera de valider le programme et le budget annuel de l'action et de définir les orientations stratégiques.

Il sera composé 1/des principales parties prenantes congolaises :

- Représentant du ministère des finances
- Représentant du ministère du budget
- Représentant du ministère du plan
- Représentant du ministère des mines

2/ Du Chef de la Délégation de l'Union européenne, en tant qu'observateur

3/ Des représentants des partenaires techniques et financiers pourront être invités à titre d'observateurs sur certains sujets.

Ce comité de pilotage sera animé par les entités contractées dans le cadre de cette action. Elles proposeront l'agenda et faciliteront les interventions techniques qui seront présentées au comité de pilotage. Elles prépareront les documents de support nécessaires et assureront l'organisation logistique de l'évènement.

Un **comité de suivi technique** sera également constitué et se réunira semestriellement pour faire un point sur l'avancée des activités et le suivi des indicateurs. Ce comité préparera les documents supports qui seront présentés au

comité de pilotage et validera l'évaluation des indicateurs qui sera attachée au rapport semestriel d'avancement de l'action. Il sera animé par les deux entités contractées par l'UE pour mettre en œuvre cette action et réunira :

- Un représentant du CTR
- Un représentant du COREF
- Les équipes techniques des deux entités contractées

L'UE participera à ces comités à titre d'observateur et pourra décider de convier des PTF s'il le juge opportun pour l'avancée de l'action.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

5. MESURE DE PERFORMANCE

5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et résultats directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données.

La collecte, l'analyse et le suivi des données désagrégées dans la mesure du possible, seront attribués aux entités de mise en œuvre des deux OS et seront présentés lors de chaque période de rapport, soit semestriellement. Elles s'appuieront essentiellement sur les données disponibles auprès du secrétariat national et international de l'ITIE, le FMI, la BM et la BCC afin de recouper ces données avec les informations publiées et s'assurer de leur crédibilité.

5.2. Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une évaluation à mi-parcours sera effectuée pour cette action, ou une de ses composantes par la Commission ou par un partenaire de mise en œuvre.

Celle-ci sera réalisée pour résoudre des problèmes et tirer des enseignements, notamment dans le cadre de chacun des OS définis dans le cadre logique.

Celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte notamment le fait que la réforme des finances publiques représente une stratégie à long terme qui doit être soutenue de manière continue par les PTF de la RDC.

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins 2 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collaborera de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

5.3. Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement de l'audit et de vérification sera couvert par une autre mesure constituant une décision de financement.

6. COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

APPENDIX 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention² (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

Niveau d'action		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Present action: all contracts in the present action
Groupe d'actions		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYS#)
Niveau contrat		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	Gestion indirecte avec organisation d'un État membre, cf. section 4.3.1
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	Gestion indirecte avec organisation d'un État membre, cf. section 4.3.1
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	

² [ARES \(2021\)4204912](#) - For the purpose of consistency between terms in OPSYS, DG INTPA, DG NEAR and FPI have harmonised 5 key terms, including 'action' and 'Intervention' where an 'action' is the content (or part of the content) of a Commission Financing Decision and 'Intervention' is a coherent set of activities and results which constitutes an effective level for the operational follow-up by the EC of its operations on the ground. See more on the [concept of intervention](#).

